

LE 23 MAI SANS FORCE OUVRIÈRE...

Vous connaissez tous l'attachement de notre organisation pour la *Sécurité sociale* et nous avons, les premiers, dénoncé les atteintes, notamment par le biais de la décision prise par le gouvernement Fabius, de sortir la *Sécurité sociale* du domaine législatif pour l'intégrer au domaine réglementaire, ce qui donne la possibilité à tout gouvernement, quel qu'il soit, sans débat à l'Assemblée, de porter des coups décisifs à l'institution.

Le problème de la *Sécurité sociale* devient, et ce, dans le cadre étroit de la politique de cohabitation, un enjeu pour la future campagne électorale des présidentielles. Il donne aussi prétexte à une tentative d'enveloppement de notre organisation, notamment par le biais de la *Fédération Nationale de la Mutualité Française* dirigée par Teulade, dont notre camarade Bergeron a pu dire, à juste titre, à la C.E. confédérale «*qu'il était un agent de la CFDT*», et j'ajouterais du PS.

Évidemment, il ne saurait être question pour notre organisation d'interdire à nos adhérents, individuellement, d'agir en fonction de leurs options, politiques ou mutualistes. Ils ont donc l'entière liberté, en tant que mutualistes, de participer ou de ne pas participer à telle ou telle campagne organisée par la Mutualité, il faut néanmoins qu'ils sachent que cette campagne est directement contre l'indépendance, donc contre l'existence de notre organisation.

C'est ce qui explique que le bureau de notre U.D. attire solennellement l'attention de tous les syndicats en leur demandant de ne pas participer en tant que tels à la manifestation du 23 mai, organisée sous le patronage de la FNMF, par notamment la FEN, la CFDT et le PS, ce qui fait dire aux dirigeants de la FEN, dans un texte présentant à leurs syndicats la manifestation du 23 mai que «*les clivages syndicaux devraient pouvoir être dépassés pour la Sécurité sociale*».

En résumé, il s'agit ni plus ni moins que de nous intégrer dans la gauche non communiste qui, comme chacun sait, irait de François Mitterrand à Léotard.

J'attire votre attention sur le fait que le problème de la *Sécurité sociale* n'est ni plus ni moins que le problème du salaire différé, c'est-à-dire le problème des salaires. Or, sur ce plan-là, gauche et droite ont la même politique depuis 1982 tendant à casser le pouvoir d'achat des salariés, ce qui a entraîné le doublement du nombre des chômeurs.

Nous considérons qu'il ne saurait y avoir de solutions aux problèmes de la protection sociale en dehors d'un changement radical de politique fondé sur une relance économique susceptible, sinon de supprimer le chômage, au moins d'en freiner la progression.

Par ailleurs, le bureau de l'U.D. est très préoccupé par l'organisation parallèle (toujours dans le cadre de la politique de cohabitation) des *États généraux de la Sécurité sociale*, organisés par le gouvernement, qui s'inscrivent, eux aussi, dans le cadre de la campagne électorale pour les présidentielles.

Il est évident que l'attitude que nous avons vis-à-vis de l'initiative de la FNMF vaut pour celle du gouvernement. Dans les deux cas, la participation signifierait s'engager dans un processus tendant à remettre en cause notre indépendance.

Alexandre HÉBERT,
Secrétaire général.